

ANFRA

**Association Nationale pour la Formation et
la Recherche par l'Alternance**

58, rue Notre-Dame de Lorette
75009 – PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux Membres
de l'association ANFRA
58, rue Notre-Dame de Lorette
75009 - PARIS

*
* * *
*

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ANFRA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 arrêtés par le conseil d'administration du 22 avril 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

*
* * *
*

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

*
* * *
*

IV - Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

*
* * *
*

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 avril 2024.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

*
* * *
*

Paris, le 14 mai 2024

AXCIO FIDUCIAIRE
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
Commissaire aux Comptes


Didier PIRO
Président

Annexe faisant partie intégrante du rapport du commissaire aux comptes

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



— ANFRA —

Association ANFRA
58 rue Notre Dame de Lorette
75009 PARIS

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement	17 550	17 550		
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	23 931	23 931		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	86 311	74 975	11 337	
	Autres immobilisations corporelles	425 423	387 022	38 401	49 020
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	15		15	15
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	553 231	503 478	49 753	49 035
	STOCKS ET EN-COURS				5 082
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	49 380		49 380	20 647
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	755 958	201 148	554 811	583 761
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances				46 232
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 611 083		1 611 083	112 772
	DISPONIBILITES	495 490		495 490	2 006 231
	Charges constatées d'avance	36 811		36 811	38 739
	TOTAL (II)	2 948 721	201 148	2 747 574	2 813 465
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
TOTAL ACTIF (I à V)	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	3 501 952	704 625	2 797 326	2 862 499
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 200 000	1 200 000
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	132 581	11 960
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	559 817	120 621
	Total des fonds propres (situation nette)	1 892 398	1 332 581
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	1 892 398	1 332 581
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		134 152
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		134 152
Provisions	Provisions pour risques	55 212	53 404
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	55 212	53 404
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	573	
	Emprunts et dettes financières divers	58 485	22 882
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	651 059	582 188
	Dettes des legs ou donations	116 876	82 055
	Dettes fiscales et sociales		
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 724	655 236
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	849 717	1 342 362
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 797 326	2 862 499
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	559 816,55	120 621,45
	(1) Dont à moins d'un an	791 232	1 319 480
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat ^{1/2}

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 005 182	3 416 469
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	883 588	852 121
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	70 230	35 191
	Utilisations des fonds dédiés	134 152	860 651
	Autres produits	597 813	31 706
Total des produits d'exploitation		4 690 965	5 196 138
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	66 409	55 013
	Variation de stock	3 125	169
	Autres achats et charges externes	3 076 722	2 945 950
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	81 663	71 052
	Salaires et traitements	792 659	755 840
	Charges sociales	335 890	305 992
	Dotation aux amortissements et dépréciations	122 354	47 699
	Dotation aux provisions	55 212	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	107 642	53 306
	Total des charges d'exploitation	4 641 676	5 076 786
RESULTAT D'EXPLOITATION		49 289	119 352

Compte de Résultat ^{2/2}

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		49 289	119 352
PRODUITS FINANCIERS	De participation	12 416	1 379
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		12 416	1 379
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		12 416	1 379
RESULTAT COURANT avant impôts		61 705	120 731
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	500 682	
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		500 682	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	156	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	156	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		500 526	
Participation des salariés aux résultats		2 414	110
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		5 204 063	5 197 517
TOTAL DES CHARGES		4 644 246	5 076 896
EXCEDENT ou DEFICIT		559 817	120 621
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 2 797 326 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 5 204 063 euros et un total charges de 4 644 246 euros, dégageant ainsi un résultat de 559 817 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023.
Il a une durée de 12 mois.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 Avril 2024

L'Association Nationale pour la Formation et la Recherche pour l'Alternance a pour but :

- de mettre en oeuvre le développement des compétences et d'assurer la formation des personnels des associations affiliées à l'Union Nationale des Maisons Familiales d'Education et d'Orientation ainsi que des administrateurs des associations précitées, dans le cadre des orientations arrêtées par ladite Union.

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

- de promouvoir le mouvement des Maisons Familiales Rurales et accompagner les évolutions associatives, pédagogiques et éducatives.

Pour atteindre cet objectif, l'Association développe des activités de recherche et développement, crée et met à disposition des ressources pédagogiques, éducatives et associatives.

Et plus généralement, l'Association est attentive aux besoins et projets des associations affiliées à l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO). A ce titre, dans le cadre des orientations arrêtées par l'UNMFREO, l'association pourra d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2022 sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France, et notamment le règlement de l'Autorité des Normes Comptables - ANC 2018-06 (Publication au JO du 30 décembre 2018) relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

A défaut de dispositions spécifiques prévues au règlement ANC 2018-06, les dispositions du règlement ANC 2014-03 du 5 Juin 2014 (Publication au JO le 15 Octobre 2014) - relatif au Plan Comptable Général s'appliquent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Immobilisations

En application des règlements comptables, les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

- identifiables,
- porteuses d'avantages économiques futurs,
- contrôlées par l'entité,
- évaluées de façon fiable.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires hors frais d'acquisition et d'emprunts, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Règles et Méthodes Comptables

Amortissements

Les amortissements sont comptabilisés :

- selon la durée d'utilisation réelle de chaque type d'immobilisations
- ou selon les durées d'usage en application de la mesure de simplification applicable aux PME.

Les durées ainsi appliquées au sein de l'entité sont les suivantes :

- Logiciels : 3 ans
- Matériels informatiques : 3 ans
- Agencements - Travaux : 5 ans / 10 ans
- Matériel et Mobilier de bureau : 5 ans

Lorsque des indices de perte de valeur apparaissent, une provision pour dépréciation des immobilisations est constituée, si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable.

Immobilisations Financières

La valeur brute des titres de participation correspond à leur coût d'acquisition historique.

En fin de période, les titres de participation sont, le cas échéant provisionnés, par comparaison entre la valeur d'inventaire des titres et la valeur brute.

Stocks et en-cours

Il s'agit d'un stock de marchandises alimentaires.

Créances et dettes

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Méthode de dépréciation des créances clients :

- 50% pour les créances datant d'un an à deux ans,
- 100% pour les créances de deux ans et plus.

Indemnités de fin de carrière

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe. De plus, les engagements retraites sont comptabilisés en provision en totalité pour les actifs et les retraités, conduisant à une meilleure information. La comptabilisation dans les comptes est la méthode préférentielle selon l'article 335-1 du règlement CRC 99-03 relatif au Plan Comptable Général.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.17%
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Taux de charges sociales : 53.40%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 6.14%
- Table de taux de mortalité : INSEE 2009-2011

Elles sont comptabilisées en provision pour risques et charges à hauteur de 56K€.

Leur évaluation prend en compte l'ensemble du personnel et leur ancienneté dans le réseau MFR conformément à la convention collective de la branche MFR.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	17 550					17 550
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	23 931					23 931
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	41 481					41 481
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	71 167		15 144			86 311
	Instal., agencement, aménagement divers	172 694					172 694
	Matériel de transport			6 190			252 729
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	246 540					
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	490 401		21 334			511 734
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	15					15
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15					15
TOTAL		531 897		21 334			553 231

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	17 550			17 550
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	23 931			23 931
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	41 481			41 481
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	71 167	3 807		74 975
	Autres instal., agencement, aménagement divers	145 282	6 388		151 670
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	224 932	10 420		235 352
Emballages récupérables et divers					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		441 381	20 615		461 996
TOTAL		482 862	20 615		503 478

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	53 404	55 212	53 404	55 212
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	53 404	55 212	53 404	55 212
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations <ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours	99 409	101 739		201 148
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	99 409	101 739		201 148
TOTAL GENERAL		152 813	156 950	53 404	256 359
Dont dotations et reprises <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 			156 950	53 404	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	755 958	755 958	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	36 811	36 811	
	TOTAL DES CREANCES	792 769	792 769	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	651 059	651 059		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	21 432	21 432		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	73 641	73 641		
	Impôts sur les bénéfices	2 414	2 414		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	19 389	19 389		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	573	573		
	Autres dettes	22 724	22 724		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	791 232	791 232		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	1 200 000				1 200 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	11 960	120 621			132 581
Excédent ou déficit de l'exercice	120 621	(120 621)	559 817		559 817
Situation nette	1 332 581		559 817		1 892 398
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 332 581		559 817		1 892 398

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			36 811
CCA d'exploitation		36 811	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			36 811

Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice se sont élevées à 36 811 €. Elles correspondent à des charges ordinaires liées au fonctionnement normal de l'association.

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Cf.état Contrib.financières d'autres org.	134 152		134 152				
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	134 152		134 152				

Contributions financières d'autres organismes

Contributions financières d'autres organismes	Fds dédiés clôt. N-1	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôt. N	
			Mt global	dt rbst		Mt global	dt pjts ss d
Totalisation							

Concours publics et subventions

31/12/2023	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation	883 588					883 588
Subventions d'investissement						
TOTAL	883 588					883 588

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Totalisation			

Annexe libre

Autres informations

Au sein des comptes de l'ANFRA, il y existe un poste de mise à disposition de personnel de l'UNMFREO pour l'ANFRA. Cette mise à disposition de personnel a été évaluée selon un pourcentage de temps passés par chacun des 15 collaborateurs de l'UNMFREO travaillant pour le compte de l'ANFRA. En 2023, Les 15 collaborateurs sont les suivants :

- BIKOI SIMON ;
- DUTHY PIERRE ;
- MESTRE CHARLOTTE;
- VACHAUDEZ SEBASTIEN ;
- GRIMAULT ROLAND ;
- BORREDON SARAH ;
- JAHOUACH MOHAMED.
- HEINTZ AURELIE ;
- PIGNON DIDIER ;
- LECAULLE BENOIT.
- GHEIN BRIGITTE;
- MAILLARD CAROLE;
- RISTORD PHILIPPE,
- CLERO EMMANUEL
- MARCHAND BEATRICE

Le montant de cette refacturation s'élève à 461 603€ au 31/12/2023 contre 475 368 € soit une baisse d'un montant de 13 765€. Cette baisse s'explique par un besoin plus important de la part de l'UNMFREO.

En 2023, l'ANFRA met à disposition une collaboratrice se nommant Evelyne CORE au service de l'UNMFREO.

Le montant de cette refacturation est de 26 312 € au 31/12/2023.

L'Association ANFRA ne bénéficie d'aucune contribution volontaire au titre du bénévolat pour l'exercice 2023.

ANFRA

**Association Nationale pour la Formation et
la Recherche par l'Alternance**

58, rue Notre-Dame de Lorette
75009 – PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux Membres
de l'association ANFRA
58, rue Notre-Dame de Lorette
75009 – PARIS

*
* * *
*

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions règlementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous avons été avisés de la convention suivante mentionnée à l'article L. 612-5 du code de commerce qui est intervenue au cours de l'exercice écoulé.

Convention entre l'ANFRA et l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO)

Personnes concernées :

- M. Roland GRIMAUULT - Directeur de l'ANFRA et Directeur de l'UNMFREO
- Autres personnes concernées : Certains membres du Conseil d'Administration de l'ANFRA sont également membres du Conseil d'Administration de l'UNMFREO

D'après les modalités de calculs initiées en 2019, cette convention prévoit qu'un pourcentage du salaire annuel chargé de certains salariés (15 salariés en 2022) de l'UNMFREO qui travaillent pour le compte de l'ANFRA soit refacturé à l'ANFRA.

Au titre de cette convention et pour l'exercice clos au 31 décembre 2023, 461 603 € TTC ont été enregistrés en charges dans la comptabilité de l'ANFRA.

Pour rappel, au titre de cette même convention et pour l'exercice clos au 31 décembre 2022, 475 367 € TTC ont été enregistrés en charges dans la comptabilité de l'ANFRA.

*
* * *
*

Paris, le 14 mai 2024

AXCIO FIDUCIAIRE
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
Commissaire aux Comptes


Didier PIRO
Président